

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Réaménagement du gouvernement : un promu, trois entrants et un sortant !

LA deuxième équipe que va diriger le Premier ministre Alain-Claude Bilie-By-Nze est composée de quarante-quatre membres plus lui-même. Un ministre délégué du gouvernement précédent a été promu.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

LE premier gouvernement du Premier ministre Alain-Claude Bilie-By-Nze n'aura duré qu'un peu plus de cent jours. Cela à la suite du réaménagement rendu public hier en fin d'après-midi, par le secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Yves Teale, lors d'une déclaration faite au palais Rénovation.

Quatre principaux enseignements peuvent être tirés de ce réaménagement. D'abord la promotion comme ministre des Affaires étrangères d'Hermann Immongault, jusque-là ministre délégué dans le même département.

Ensuite l'entrée de trois autres compatriotes. Il s'agit du général Roger Bibaye Itandas, de Sylvestre Chen Mezui m'Obiang, et du général de police Jean-Claude Ivala Boussamba. Ces derniers sont respectivement ministre des Transports, ministre des Mines et de la Géologie, et ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur... Autres enseignements à tirer : le gouvernement change de Porte-parole et la sortie d'Elvis Ossindji qui occupait le poste de ministre des Mines et de la Géologie. Désormais c'est le ministre de la Communication, Rodrigue Mboumba Moussavou, qui portera la voix du gouvernement Alain-Claude Bilie-By-Nze II.

On note qu'Hermann Immon-

gault succède à Michael Mousa Adamo décédé le 20 janvier dernier. De même que le général Bibaye Itandas remplace Brice Paillat qui a démissionné de ses fonctions à la suite du naufrage le 9 mars dernier du ferry Esther Miracle. Un drame qui a fait 30 morts et 7 disparus. On ne spéculera pas sur la sortie du ministre Elvis Ossindji.

Par contre on peut relever que pour une fois depuis longtemps, un ministre délégué a été nommé auprès du ministre de l'Intérieur. Ce fait intervient au cours d'une année où des élections générales (présidentielle, législatives et locales) sont prévues dans notre pays. Ceci explique sans doute cela.



Photo:DR

Jusque-là ministre délégué, Hermann Immongault a été promu ministre plein aux Affaires étrangères.

Transports : Roger Bibaye Itandas en "mission commando"

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

ANCIEN commandant en chef des Forces armées gabonaises (FAG), le général d'armée à la retraite Roger Bibaye Itandas s'est vu confier les rênes du ministère des Transports à l'issue du remaniement du gouvernement intervenu hier.

Ce qui dénote, d'une certaine manière, la volonté des plus hautes autorités de la République de réorganiser, de fond en comble, avec fermeté, rigueur et vigueur ce département ministériel sujet à de nombreuses critiques.

Qui de mieux, en effet, que cet officier général de haut rang, aux états de services bien remplis, pour assumer cette mission aux allures de "commando". À l'image de celle qui lui avait été assignée, toutes proportions gardées, lors de sa nomination comme président du conseil d'administration de l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN). Avec en filigrane, la volonté de mettre un terme aux agissements de braconniers et autres orpailleurs clandestins semant des troubles dans ces différentes aires protégées.

Car, au vu des nombreux dysfonctionnements décriés lors du naufrage du Esther Miracle, le 9 mars dernier, au large de Libreville, il va sans dire qu'il faut une main de fer pour véritablement remettre à l'endroit le secteur des Transports,



Photo:DR

pan essentiel et vital à l'économie de notre pays.

Tout ceci, à certains égards, s'inscrit dans la dynamique qu'avait impulsée le chef du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, le 17 mars dernier, à l'immeuble Arambo, en s'adressant aux cadres et agents de ce département ministériel. Il avait, on s'en souvient, dénoncé "la complaisance, le laxisme, les conflits d'intérêts, le phénomène de corruption et la négligence" qui déteignent sur l'efficacité du personnel.

C'est dire que l'ancien commandant de la Force multinationale de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Fomuc), en homme de devoir, ne devrait pas se détourner de cet objectif. Ce d'autant plus qu'il n'a nullement la vocation à faire de la politique où à prendre en compte des considérations corporatistes. Lesquelles ont été, par le passé, à un certain degré, une des causes de l'échec de ses prédécesseurs. Comme quoi, les espoirs et attentes placés en sa personne sont considérables.

Commission du Golfe de Guinée : Ossouka Raponda y avait pris part à Accra

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

MANDATÉE par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, la vice-présidente de la République, Rose-Christiane Ossouka Raponda a récemment participé à la 3e session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Commission du Golfe de Guinée (CGG). Une réunion de haut niveau qui s'est récemment tenue à Accra, la capitale du Ghana. Des assises dirigées par le président de cet État anglophone, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo – non moins président en exercice de la CGG.

L'émissaire du numéro un gabonais était aux côtés des présidents de la Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, et du Nigeria, Muhammadu Buhari. Occasion pour la vice-présidente gabonaise et les chefs d'État membres d'entériner la nouvelle composition du Bureau du secrétariat de la commission



Photo:DR

La VPR a représenté le chef de l'État aux travaux de la Commission du Golfe de Guinée.

citée ci-dessus. D'autant que le mandat de l'ancienne équipe est arrivé à expiration.

S'ensuivront la prestation de serment des membres du nouveau Bureau et le huis clos des Représentants des États membres. Un aparté au cours duquel lesdits représentants ont renouvelé leur engagement à soutenir voire renforcer l'action de la CGG. À noter que cette Organisation fait désormais face à de nouveaux défis notamment la piraterie maritime et la croissance des exactions dans la zone éponyme.

"L'argent étant le nerf de la guerre", comme l'indique la maxime, le financement de l'organisation a constitué également un des points du huis clos. Les participants audit conclave se sont accordés sur l'urgence faites aux États membres de s'acquitter de leurs contributions, condition sine qua non au bon fonctionnement de la CGG.

Pour sa part, Rose-Christiane Ossouka Raponda a confirmé l'engagement du Gabon à apurer entièrement ses arriérés dus à la Commission du Golfe de Guinée.